ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1993 – 3e Circonscription des Landes

Jacques de GUENIN

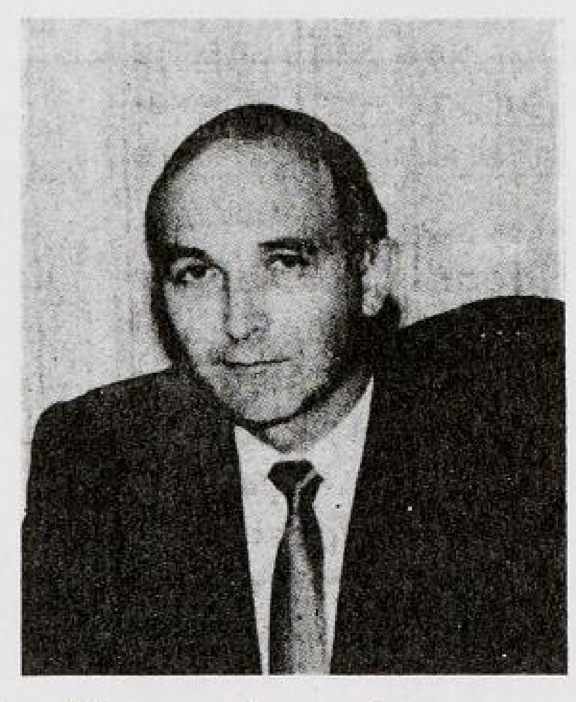
Un homme qui va au fond des choses



fait équipe avec

Pierre DUFOURCQ

Maire de GRENADE
Conseiller Général
des Landes



Ils sont soutenus par le R.P.R. et l'U.D.F.

Chers électeurs,

Pendant 4 mois j'ai fait appel uniquement à votre intelligence et à votre maturité. Vous ne m'avez jamais entendu employer des expressions toutes faites, qui évitent de réfléchir, comme "les forces de progrès", ou "faire barrage à la gauche". En revanche, vous m'avez vu disséquer, soir après soir, les raisons profondes du chômage, de la chute des revenus agricoles, et du dépeuplement des campagnes. Et vous m'avez vu prendre le risque de proposer des solutions concrètes.

Je suppose que vous avez apprécié ce langage, puisque vous m'avez soutenu au delà de ce que tout le monde attendait. Je vous en remercie. Entre les deux tours, je continue à parler un langage de tolérance et de raison. J'espère que tous ceux qui n'ont pas voté pour moi au premier tour, mais qui sont capables de réfléchir tout seuls plutôt que d'obéir à des mots d'ordre, ne se jetteront pas dans les bras de quelqu'un qu'ils ont si clairement critiqué ces derniers mois

Jacques de Guenin

Revenons aux réalités

Le progrès des sciences, l'automatisation des tâches les plus ingrates, peuvent accroître la prospérité de tous... à condition d'être appliqués à produire ce que nous désirons effectivement, et non à alimenter la croissance d'un Etat qui nous brime de plus en plus par son administration tentaculaire et indifférente, par ses règlements tatillons, et par ses prélèvements sur le fruit de notre travail.

Les dirigeants Socialistes purs et durs, comme Henri Emmanuelli, nous vantent les mérites du « Service Public ». Mais les avantages du pouvoir les mettent à l'abri des tracasseries que l'administration fait subir aux citoyens ordinaires comme nous. Ils n'ont pas compris que leur échec est précisément celui de l'économie administrée.

Cet échec est patent. Ils nous laissent un endettement net de 80.000 Francs par ménage, 3 millions de chômeurs, et, phénomène qui avait entièrement disparu lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir, le retour massif des mendiants dans les rues des villes et le métro de Paris – mais prennent-ils le métro ?

Ils nous font croire – ils croient peut-être – que c'est la faute aux autres pays, au machinisme, à la liberté des échanges, bref aux balivernes invoquées depuis toujours par les gouvernements qui échouent, et que Bastiat ridiculisait déjà il y a 150 ans dans ses fameux « Sophismes Economiques ».

Aujourd'hui leur programme se résume à une seule proposition concrète : les 35 heures, sans diminution de salaire. Autre baliverne ! C'était déjà l'une des propositions du Parti Socialiste en 1981 : la proposition n° 23. Pourquoi ne l'ont-ils pas appliquée ? Parce que l'exercice du pouvoir leur avait ouvert les yeux.

Cela n'a rien d'étonnant. La diminution du temps de travail a un sens dans une économie prospère et de plein emploi, car alors les gens peuvent choisir d'améliorer leur niveau de vie soit sous forme de temps soit sous forme d'argent. Mais en période de chômage, cette mesure est une hérésie : elle augmente le coût du travail ; elle décourage donc l'embauche, et elle peut précipiter la faillite des entreprises les plus fragiles. Les dirigeants socialistes le savent. Les plus lucides ou les plus honnêtes se gardent d'ailleurs bien d'en parler. Si les autres la proposent aujourd'hui, c'est pour appâter les électeurs et créer une revendication contre le prochain pouvoir. •

Dépolitisons les Landes

Au Conseil Municipal de Saint-Loubouer, je ne me souviens pas que nous ayons pris une seule décision inspirée par des considérations politiques. A vrai dire, je ne savais même pas comment votaient mes dix camarades lors de consultations nationales. Mais nous résolvions les problèmes de la Commune au coût minimum, et nous maintenions une grande solidarité et une grande fraternité parmi tous ses habitants.

Pendant toutes les années où j'ai exercé des responsabilités industrielles, je ne me souviens pas que mes collègues et moi nous soyons jamais demandés quelles étaient les opinions des personnes que nous recrutions où que nous promouvions.

Aussi quelle tristesse pour moi de voir à quel point les Landes sont devenues sectaires : de m'entendre dire qu'un Landais devait prendre la carte d'un parti dans l'espoir d'accéder à des fonctions administratives ou à un logement ; de voir des commerçants, ou des chefs d'entreprise, se sentir obligés de dissimuler leurs opinions, ou de faire des annonces dans les publications d'un parti, de peur de perdre les marchés du département ; et enfin d'observer les faveurs du Conseil Général vis-à-vis des municipalités de la même couleur politique.

Je veux contribuer à changer tout cela. Je voudrais revenir aux pratiques que les Socialistes comme les Libéraux Landais respectaient autrefois : des nominations au seul mérite, des marchés attribués sur les seuls critères de qualité et de coût, l'argent des contribuables dépensé sans arrière-pensées politiques. En un mot, je voudrais retrouver cette fraternité que nous connaissions dans les Landes avant.

Jacques de GUENIN.

Vu : le Candidat.

Imp. LACOSTE, Mont-de-Marsan -3-93